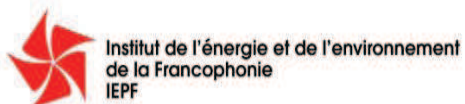


Note de décryptage des négociations sur le climat



Cancún, Mexique

du 19 novembre au 10 décembre 2010



Ce dossier a été réalisé par :

Pierre RADANNE
Emeline DIAZ
Ken XIE

Novembre 2010

ISBN : 978-2-89481-077-4

La note de décryptage est destinée à faciliter la compréhension de l'état actuel des négociations climat. Elle propose des analyses et des possibilités de progrès dans une forme pédagogique accessible par tous.

La note de décryptage comprend une note de synthèse ainsi qu'un rapport complet qui comprend un glossaire des acronymes et du jargon de la négociation climat.

Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) 2009
56, rue Saint-Pierre, 3^e étage
Québec G1K 4A1 Canada
Téléphone : (1-418) 692-5727
Télécopieur : (1-418) 692-5644
Courriel : iepf@iepf.org

Site Internet : www.iepf.org



Note de décryptage des négociations sur le climat

Cancún – CdP 16 – 2010

SYNTHESE

Message principal :

Des avancées sectorielles sont possibles à Cancún afin de renforcer les actions concrètes dans les pays en développement. Elles seront un message très positif pour tous ceux qui sont déjà passés à l'action et offrent une bonne opportunité pour sortir par le haut du rêve du « paquet équilibré » et des nombreux sujets épineux qui le composent.

1. Des avancées sectorielles sont possibles à Cancún ...

Les négociations et la volonté de beaucoup d'acteurs dans le monde ont permis de progresser sur plusieurs sujets depuis Copenhague, et particulièrement grâce à la présidente des négociations -Mme Figueres- et au pays hôte de la conférence, le Mexique. Ils ont organisé durant cette année, avec de nombreux soutiens, un ensemble de débats, d'initiatives volontaires et de réunions de haut niveau sur des thèmes clés (MRV, forêts, financement, adaptation...) afin de faciliter la préparation de décisions sectorielles pouvant être validées à Cancún.

Ainsi, il est possible de prendre à Cancún plusieurs décisions sectorielles parmi lesquelles les plus matures concernent la forêt (REDD+) et la création d'un fonds vert pour le financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement :

- **Sur les forêts** : un texte de négociation était déjà très avancé à Copenhague et il comportait des progrès réels dans la construction d'un consensus : description claire des principes qui doivent guider les actions, confirmation d'une vision large des activités forestières incluant aussi la préservation et l'augmentation des stocks de carbone forestiers (vision REDD+, c'est-à-dire concernant la quasi-totalité des forêts de la ceinture intertropicale qui représentent la moitié des forêts mondiales), respect des populations forestières ou prise en compte de la biodiversité. Il ne faut pas à nouveau risquer que ce texte soit remis en cause et jouir maintenant de cette avancée en reconnaissant l'énergie déployée par tous pour le construire.
- **Sur le financement** : le travail réalisé en 2010 a permis de construire un quasi-consensus pour créer à Cancún le Fonds vert proposé dans l'Accord de Copenhague. Toutes les parties ont fait preuve de flexibilité et il semble possible de lancer à Cancún les travaux très opérationnels sur le mode de fonctionnement de ce Fonds vert, comme la composition des instances « équilibrée » nord-sud de gouvernance du Fonds. L'ordre de grandeur des financements de ce Fonds vert serait proche de celui de l'aide publique au développement actuelle (100 Milliards USD) et il faut faire un choix stratégique sur la manière dont les fonds seront alloués : s'agira-t-il d'une grande banque centralisée du changement climatique, probablement lente à démarrer et marginalisant les « petits » acteurs? Ou bien d'un fonds souple capable de créer d'importantes synergies avec les principaux financeurs actuels des projets climat : banques nationales de développement des pays du sud, secteur privé et bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ? Le processus de la négociation ne peut que gagner à lancer dès Cancún ces travaux opérationnels qui vont mettre en valeur la solidarité internationale pour lutter contre le changement climatique.

D'autres décisions sont possibles à Cancún, notamment sur les technologies, l'adaptation, l'agriculture ...

2. ... qui vont renforcer les actions dans les pays en développement...

Ces décisions possibles à Cancún concernent des sujets importants pour le monde de demain et pour les populations défavorisées :

- **la déforestation** est responsable de 17% des émissions de gaz à effet de serre et donc **sa réduction et la préservation de forêts** représentent **potentiellement 17% de la solution**. Les forêts fournissent aussi des biens et des services essentiels (ressources en eau, bois de feu, alimentation...). De plus elles abritent, pour certaines d'entre elles, une biodiversité qu'il faut mieux protéger. Ainsi, une décision REDD+ à Cancún **sera un premier écho aux conclusions de la récente Conférence de Nagoya sur la biodiversité**. Une avancée ambitieuse à Cancún sur les forêts dans les pays industrialisés (LULUCF) compléterait cette décision sur REDD+.
- **Le lancement du Fonds vert à Cancún peut dynamiser et renforcer le flux de financements des projets et des programmes d'action dans tous les pays en développement**. Il est complémentaire avec les progrès qui sont attendus à Cancún dans les processus de montage de projets et de plans de NAMAs.

C'est aussi une manière de progresser sur la mise en œuvre de l'Accord de Copenhague, certes incomplet, mais auquel 139 pays, dont les plus grands émetteurs, ont confirmé officiellement leur soutien. C'est un signe d'une réelle prise de conscience de la nécessité que toutes les catégories de pays s'impliquent dans la lutte contre le changement climatique. Et cela démontre la construction progressive d'un consensus dans certains domaines et une mise en mouvement au plus haut niveau dans les pays. Le développement des projets locaux et des financements nationaux et internationaux en témoignent : les exemples sont nombreux de pays qui avancent au niveau national : par exemple en Indonésie, au Vietnam et au Mexique dans la mise en œuvre de plans climat, en Chine en intégrant le climat dans le 12^{ème} plan, en Afrique du sud qui vient de publier son plan intégré de ressources énergétiques, au Kenya

qui développe ses investissements de géothermie, au Gabon qui prépare un plan national climat et développement, en Colombie avec des projets urbains ambitieux, en République de Centrafrique qui progresse dans la gestion durable des forêts. ..

Mais ce n'est pas encore suffisant pour enrayer l'augmentation de la concentration de CO2 : il faut faire plus et plus vite.

3. ... et seront un message très positif pour tous ceux qui sont déjà passés à l'action...

Conclure la Conférence de Cancún en entérinant officiellement les décisions matures sur la forêt et sur le financement aurait un impact majeur. **Ces avancées seraient autant de messages positifs :**

- **pour tous ceux qui agissent déjà** et financent des projets « climat et développement »: sociétés privées finançant des projets, pays mettant en œuvre des plans d'action climat, collectivités locales déjà engagées dans l'action et toutes les ONG...
- **pour les pays en développement**, qui ont perdu confiance dans les promesses, souvent non tenues par le passé, des pays industrialisés, tant en termes d'actions que de financements.
- et **permettraient, progressivement, la construction et la consolidation d'un ensemble cohérent d'actions**, sur la route vers un accord global.

4. ...et une opportunité pour sortir par le haut du rêve du « paquet équilibré » et des nombreux sujets non matures qui le composent.

En dépit d'une prise de conscience de l'urgence de la situation par de nombreux pays, la négociation peut être bloquée par ceux qui continuent à camper sur les positions refusant les moindres concessions et poussant, une fois encore, les débats sur les points de blocages. Les avancées sectorielles possibles pourraient se heurter à la volonté de certains Etats de considérer le paquet de négociation comme un tout indivisible et de ne pas vouloir avancer tant que d'autres sujets plus épineux n'auront pas été tranchés, comme le devenir du Protocole de Kyoto, les engagements chiffrés de réduction des pays industrialisés ou le cadre juridique contraignant.

Or, **le report des décisions sectorielles possibles à Cancún au motif qu'il faut un « paquet équilibré sinon rien », serait défavorable aux pays les plus pauvres, notamment en Afrique, pour qui la mise en place de nouveaux financements est une question urgente.**

Il faut dynamiser la négociation sur le « paquet équilibré » en proposant d'une part un calendrier sérieux de négociation et de travail pour tous les sujets qui ne sont pas encore matures, et d'autre part appliquer les méthodes qui ont permis d'avancer sur certains sujets. Par exemple, la méthode utilisée en 2010 sur le financement pourrait être appliquée à d'autres sujets. C'est un mélange subtil, piloté avec l'appui du secrétariat de la CNUCC, de discussions dans les sessions de négociation complétées par des réunions de représentants de groupes de pays et surtout impliquant des ministres et décideurs. Ainsi, le Mexique, avec quelques pays, a joué en 2010 un rôle discret mais efficace en animant le processus de négociation sur le financement. Une décision à Cancún sur le calendrier de négociation et sur une méthode responsabilisant par sujet une représentation équilibrée des groupes de pays permettrait ainsi de donner une nouvelle visibilité au processus, à même de rassurer les pays craignant que certaines questions litigieuses ne soient définitivement mises de côté. Et finalement, de parvenir à un ensemble cohérent et équilibré à même de répondre au premier défi à solidarité obligatoire auquel est confronté l'Humanité.

Les pays sont conscients de la nécessité d'avancer, et de la phase critique dans laquelle se trouve le processus de négociation, notamment du fait du blocage du processus américain. De nombreux sujets ne sont pas encore matures et demandent un effort accru dans la négociation.

Ces sujets peuvent progresser à Cancún (MRV, adaptation, technologies, engagements des pays industrialisés, cadre juridique, financement précoce...). **Le rapport principal de la note de décryptage les décrit et les analyse de manière pédagogique pour être un support accessible à tous afin de comprendre, de proposer et d'agir.**

Pour la première fois de l'Histoire à Copenhague, une négociation internationale a été ouverte au plus grand nombre, avec pour mot d'ordre la transparence et la démocratisation, faisant voler en éclats l'image d'un processus de négociation réservé uniquement à un cercle restreint d'initiés. La réponse aux nombreuses questions qui seront débattues à Cancún dépendra de l'engagement constructif de chacun des participants, ministres, ambassadeurs, responsables de ministères, scientifiques, élus locaux, représentants d'entreprises, ONG, journalistes...